

L'adhésion des Français à l'égard de différentes mesures pour accroître les recettes de l'Etat

Sondage *Harris Interactive* pour *L'Humanité Dimanche*

Enquête réalisée en ligne du 17 au 19 août 2011. Échantillon de 1035 individus issus de l'access panel Harris Interactive, représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

*_**

A la demande de *L'Humanité Dimanche*, Harris Interactive a réalisé un sondage sur l'adhésion des Français à différentes propositions visant à accroître les recettes de l'Etat. Dans un contexte mondial marqué par une préoccupation croissante des acteurs économiques et financiers quant à la capacité des Etats à maîtriser leurs déficits budgétaires et limiter leur dette publique, et quelques jours après l'appel dans le *New York Times* du multimilliardaire américain Warren Buffet, incitant son gouvernement à davantage solliciter fiscalement les contribuables les plus fortunés, il s'agissait de mesurer l'acceptabilité de différentes propositions permettant d'accroître les recettes du gouvernement français. On le verra, toutes les hypothèses évoquées dans le débat public n'ont pas été abordées. Il s'agissait, essentiellement, de tester différentes hypothèses ayant pour but d'accroître les ressources.

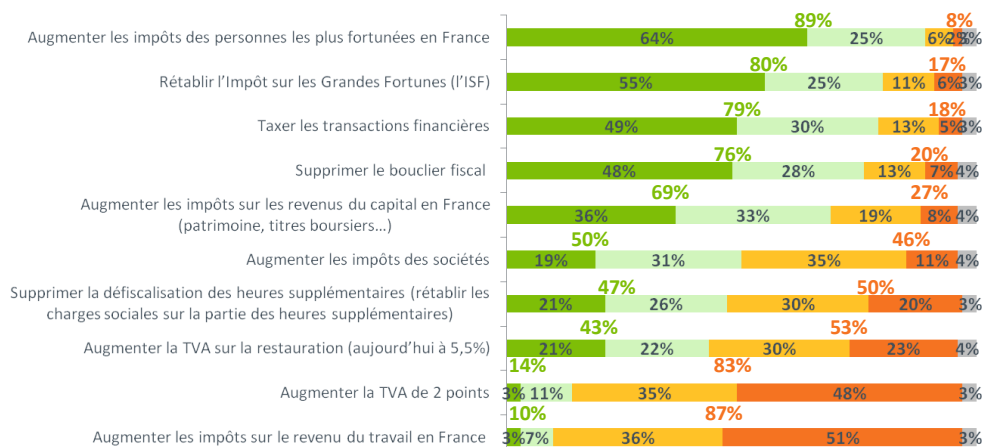
Que retenir de cette enquête ?

- Il existe aujourd'hui en France un **réel consensus autour d'une contribution fiscale plus importante des personnes les plus fortunées** : neuf Français sur dix (89%) se déclarent favorables à une augmentation des impôts pour les personnes les plus fortunées en France, huit Français sur dix souhaitent le rétablissement de l'ISF (80%), et les trois-quarts la suppression du bouclier fiscal (76%), **toutes ces propositions étant majoritairement approuvées par l'ensemble des catégories de population, y compris parmi les sympathisants de Droite.**

- **Les Français sont également largement favorables à une taxation de flux financiers liés à l'exploitation d'un capital**, qu'il s'agisse de taxer les transactions financières (79% favorables) ou d'augmenter les impôts sur les revenus du capital (69% favorables).
- En revanche, **les Français sont partagés sur différentes propositions visant à imposer davantage les entreprises ou certains secteurs professionnels**, qu'il s'agisse d'augmenter les impôts sur les sociétés (50% favorables contre 46% pas favorables) de supprimer la défiscalisation des heures supplémentaires (47% favorables contre 50% pas favorables) ou d'augmenter la TVA sur la restauration (43% favorables contre 53% pas favorables).
- **Les Français sont très hostiles à l'idée d'une augmentation des impôts dont l'assiette est la plus large** : 83% ne sont pas favorables à une augmentation de 2 points de la TVA, quand 87% s'opposent à l'augmentation de l'impôt sur le revenu. **Cette hostilité à une augmentation des impôts « de masse » est systématiquement majoritaire, y compris chez les sympathisants de Gauche.**

L'opinion des Français sur différentes mesures pour accroître les recettes de l'Etat

Pour chacune des mesures suivantes qui pourraient être proposées et ayant pour objectif d'accroître les ressources de l'Etat, indiquez si vous y êtes tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas favorable du tout ?



■ Tout à fait favorable ■ Plutôt favorable ■ Plutôt pas favorable ■ Pas du tout favorable ■ Ne se prononce pas

Dans le détail :

Près de neuf Français sur dix (89%) se déclarent favorables à une augmentation des impôts pour les personnes les plus fortunées en France, dont près des deux-tiers (64%) « tout à fait favorables ». On le voit, il existe aujourd'hui un réel consensus en France sur la nécessité pour les personnes les plus fortunées de participer davantage aux recettes de l'Etat, par le biais de la fiscalité. **Ce consensus dépasse les clivages politiques traditionnels**, puisque l'idée d'une augmentation des impôts pour les plus aisés est soutenue par 95% des sympathisants de Gauche, mais également 88% des sympathisants de Droite, 89% des sympathisants du Front National, et 92% des personnes ne déclarant aucune préférence partisane.

En cohérence avec ce résultat, 80% des Français se déclarent **favorables au rétablissement de l'ISF** (dont 55% tout à fait), quand **plus des trois-quarts souhaitent la suppression du bouclier fiscal** (76% « favorables », dont 48% tout à fait). Le soutien très large à ces différentes propositions est sans doute non seulement animé par une aspiration à davantage de justice sociale, mais aussi exacerbé par le sentiment d'urgence qui habite les Français, à l'heure où l'inquiétude demeure quant à la capacité de la France et de différents Etats européens à faire face à leur dette publique.

Les Français se déclarent également favorables à une imposition plus forte de flux financiers liés à l'exploitation d'un capital : **79% sont favorables à une taxation des transactions financières** (dont 49% tout à fait), pour **69% concernant l'augmentation des impôts sur les revenus du capital** (dont 36% tout à fait). Si l'ensemble des mesures citées précédemment sont toujours davantage soutenues par les sympathisants de Gauche, notons que les autres catégories de population s'y montrent également largement favorables, à l'exception de la suggestion de rétablissement de l'ISF, qui suscite l'opposition de quatre sympathisants de Droite sur dix.

Les **propositions touchant à l'imposition des entreprises** suscitent quant à elles des **réactions clivées** de la part des Français. Ainsi, l'idée d'une augmentation de l'impôt sur les sociétés est approuvée par la moitié des Français (50% favorables), quand l'autre moitié s'y montre plutôt hostile (46% pas favorables). De même, la « refiscalisation » des heures supplémentaires est jugée positivement par 47% des Français, quand 50% s'y opposent ; et la proposition d'augmentation de la TVA sur la restauration reçoit l'adhésion de 43% des Français, pour 53% ne s'y disant pas favorables. **Ces propositions de mise à contribution directe de la sphère professionnelle rencontrent une adhésion toujours plus forte chez les sympathisants de Gauche** (entre 55% et

